

60 ans  
de politique de l'eau,  
quels héritages  
et quels enjeux face aux  
défis climatiques ?

# le grand lab EAU

## LES ACTES DU COLLOQUE

11  
octobre

2024

OPÉRA  
LIMOGES

avec le soutien et le concours de



et la participation de



ensil-ensci  
ÉCOLE  
D'INGÉNIEURS  
DE LIMOGES

Récréa  
sciences  
La connaissance pour tous !

50 ANS  
EAU LIMOGES



fête de la  
Science

Plus d'informations

[limoges-metropole.fr](http://limoges-metropole.fr)



*Ces actes, produits dans le cadre Colloque Le Grand Lab'Eau dédié aux professionnels de l'eau retracent le déroulé de cette journée, les différentes prises de paroles et les interventions.*

# CHIFFRES CLÉS

**30**  
Intervenants

**1** Grand témoin,  
en psychologie sociale

**2** Ateliers  
*Dont 10 interventions  
introductives des  
échanges*

**+175**  
Participants en présentiel  
*Dont des gestionnaires de l'eau, des  
chercheurs, des représentants des  
Agences de l'eau...*

**3** Témoignages  
internationaux  
*Dont le Maroc, le Brésil  
et le Kirghizstan*

# PROGRAMME

## 8h45 - 9h20 Plénière d'ouverture : retour sur la loi sur l'eau de 1964

Entrée en matière de la journée avec M. VIDARD, animateur et producteur sur France Inter

- E-R LOMBERTIE, Maire de Limoges, Vice-Président Limoges Métropole et président de l'Opéra,
- G. GUÉRIN, Président de Limoges Métropole,
- L. OBLED, Directeur Général Agence de l'Eau Loire-Bretagne
- T. BURLLOT, Président du comité de bassin de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne

## 9h40 - 10h10 Les agences de l'eau et leurs comités de bassins, un modèle de gouvernance pour le partage de l'eau

- **Introduction** - T. BURLLOT
- **Esprit de la loi de 1964** - son caractère novateur, les Comités de bassin - lieux de concertation, perspectives de gouvernance - T. BURLLOT
- **Évolution des agences et enjeux du 12e programme**, illustrations avec de courts extraits vidéos de deux exemples de projets aidés - L. OBLED

## 10h10 - 10h55 Face au dérèglement climatique : des connaissances au service de l'action

- **Introduction** - E. Tardieu, Directeur Général de l'Office International de l'Eau (OiEau)
- **Volet climatique des données du projet Explore 2 : les dernières données du GIEC et les études en cours sur les projections de la ressource en Eau** - J. GUEUSQUIN, Responsable Sud-Ouest Météo France
- **Présentation hydroclimatiques du projet Explore 2** - M. ANTOINE-BOUYSSSE, Chargée de projet OiEau
- **Actions mises en œuvre par l'EPTB Vienne dans le cadre du projet LIFE Eau&Climat** - S. LORIOT, Directeur de l'EPTB Vienne

## 11H00 - 11H45 Quelles évolutions et perspectives des politiques cadres en matière de gestion de l'eau ?

- **Introduction** - P. GOUTEYRON, Adjoint à la sous-direction Préservation et gestion de l'Eau et Ressources Minérales - Ministère de la Transition écologique
- **Vision à moyen et long terme :**
  - Le plan eau 2023 - P. GOUTEYRON
  - La ressource en eau et le rôle de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) - E. DIDON, Directeur Régional Nouvelle Aquitaine de l'OFB
  - Evolution des programmes d'intervention des Agences de l'eau - B. DORET, Directrice des Politiques d'intervention de l'AELEB

## 11H50 - 12H30 Intervention Grand Témoin - Freins et leviers du changement : Comprendre pour accompagner - N. FIEULAINÉ, Enseignant chercheur en psychologie sociale à l'Université de Lyon

## 14h - 15h30 Atelier au choix ou visite de site au choix

### Atelier 1 : L'animation locale de la politique de l'eau : témoignages d'acteurs

Animateur : M. VIDARD

- **Avec la participation de :**
  - P. JANICOT, Élu en charge « du Cycle de l'eau, de la gestion de l'eau pluviale, de l'assainissement et de la démarche qualité » Limoges Métropole et M. CROUZOUOLON, Directrice en charge du cycle de l'eau – Limoges Métropole
  - J-P. RUAUD, Chargé d'intervention de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne
  - H. GRIMAULT, Directeur du syndicat des eaux creusoises

### Atelier 2 : Le bassin versant, une échelle pertinente pour planifier l'action

Animateur : M. FOUILLET, médiateur scientifique à l'OiEau

- **Avec la participation de :**
  - M. LACARRIERE, Chargée de mission prélèvements et gestion des usages de l'eau - Ministère de la Transition écologique
  - E-R. LOMBERTIE, Vice-Président de Limoges Métropole, Maire de Limoges et M. HAMMOUCHE, Directeur Général Adjoint Limoges Métropole
  - C. GREMILLET, Directrice de l' Association Nationale des Elus des Bassins (ANEB) et B. FOREL, Président de l'ANEB
  - Y. BRIZARD, Directeur du Syndicat d'aménagement du bassin de la Vienne (SABV)

## 16h - 16h40 Témoignages - La GIRE sur bassin hydrographique à l'international

- **Introduction** - E. BOINET, Chef de projet du Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB)
- **Témoignages et expériences de trois représentants d'organisme de bassin** Maroc, Brésil, Kirghizistan avec la participation de MA. EZZAOUINI, S. RAZERA et B. MAKHMUTOV

## 16h40 - 17h Conclusion plénière

Lors du colloque dédié aux professionnels de l'eau organisé par Limoges Métropole et l'Agence de l'eau Loire Bretagne le 11 octobre 2024 à Limoges, plusieurs conférences se sont succédées afin d'amener les acteurs présents à réfléchir à l'évolution du modèle actuel de gouvernance de l'eau. La journée a fait l'objet de plusieurs séries de présentations.

## Conférence 1 : Les agences de l'eau et leurs comités de bassin, un modèle de gouvernance pour le partage de l'eau

Dans la première série de présentations, **Thierry Burlot**, Président du comité de bassin de l'Agence de l'eau Loire Bretagne (AELB) a présenté la structuration de la politique de l'eau en France : un modèle de référence toujours perfectible, l'esprit de la loi de 1964 et son caractère novateur, les comités de bassin comme lieux de concertation.

**Loïc OBLED**, Directeur Général de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, a présenté l'évolution des agences en intégrant les enjeux du 12e programme et illustré par deux exemples de projets aidés.

[Retrouver les présentations de cette série de conférences ici.](#)

## Conférence 2 : Face au dérèglement climatique, des connaissances au service de l'action

Durant de la deuxième série de présentations, les exposés ont porté sur les ressources en eau et le changement climatique, plus particulièrement sur les dernières données du GIEC et les études en cours sur les projections de la ressource en eau et biodiversité à l'échelle des territoires.

**Joël Gueusquin**, référent territorial pour Météo-France Sud-Ouest, a présenté le volet climatique du projet Explore 2. En couplant modèles globaux de climat et modèles régionaux, on obtient des données à une échelle plus fine qui, après correction de biais, permettent de réaliser des simulations hydrologiques. Sur la base de deux scénarios d'émissions de gaz à effet de serre (émissions modérées et fortes), des tendances à l'horizon fin de siècle se dégagent en France hexagonale :

- pour le scénario de fortes émissions : le réchauffement moyen annuel projeté est de +4.0°C (entre +3.0 et +5.5°C selon les modèles) avec un réchauffement moyen plus intense l'été.
- les évolutions des cumuls annuels de précipitations présentent d'importantes incertitudes.
- la majorité des projections s'accorde sur une hausse de la pluviométrie en hiver (modulation selon les régions, plus incertaine dans le sud).
- l'été se caractérise par une tendance à la diminution des précipitations à l'échelle de la France.
- l'évapotranspiration est en hausse dans les deux scénarios pour les deux horizons sur l'ensemble du territoire.

Une approche par 4 narratifs contrastés permet de rendre compte de la diversité des résultats des simulations du climat utilisées pour Explore2. Ces données climatiques sont mises à disposition sur le portail DRIAS-Climat. DRIAS-Eau donne accès aux résultats des simulations hydrologiques.

**Manon Antoine-Bouysse**, Chargée de projets à l'OiEau, a présenté les données hydrologiques du projet Explore 2 pour un territoire. Explore2 met en œuvre une approche multi-modèles et multi-scénarios pour explorer une large gamme de futurs possibles. Il y a également une production d'informations utiles et disponibles pour tous :

- Des données brutes qui sont des variables climatiques et hydrologiques au pas de temps journalier en France jusqu'à horizon 2100.
- Des indicateurs calculés à partir des données brutes qui permettent d'étudier la variabilité, l'amplitude, le timing.
- Des éléments de synthèse par la mise à disposition de fiches diagnostics de résultats et d'incertitudes.

Les objectifs sont du projet Explore 2 : d'apporter des connaissances scientifiques sur l'impact du changement climatique sur le climat et l'hydrologie pour l'ensemble du XXIème siècle en France métropolitaine, d'accompagner les acteurs des territoires dans la compréhension et l'utilisation des résultats Explore2 pour une meilleure stratégie de gestion de leur ressource en eau.

**Stéphane Lorient**, Directeur de l'EPTB Vienne, a présenté le projet Life Eau et Climat 2020-2024 dans lequel sa structure est partenaire. Il a apporté un témoignage sur deux actions réalisées par l'EPTB Vienne : la réalisation d'une étude prospective sur l'évolution du climat et les effets induits sur la ressource et la conception d'un guide d'adaptation au dérèglement climatique à destination des communes et intercommunalités. Ces actions inscrites dans le LIFE eau et climat ont été mises en perspective avec la stratégie d'adaptation au dérèglement climatique de l'EPTB Vienne mise en œuvre depuis 2018 qui conjugue l'approfondissement des connaissances et l'engagement d'actions concrètes d'adaptation avec les acteurs locaux.

[Retrouver les présentations de cette série de conférences ici.](#)

## Conférence 3 : Quelles évolutions et perspectives des politiques cadres en matière de gestion de l'eau?

Durant de la troisième série de présentations, les interventions ont permis d'avoir une vue plus large de la gestion de l'eau en France avec un état des lieux du plan eau 2023, son importance dans la préservation de la biodiversité et avec également des perspectives du 12ème programme des agences de l'eau.

**Philippe Gouteyron**, Adjoint à la sous-direction Préservation et gestion de l'Eau et Ressources Minérales - Ministère de la Transition écologique, a proposé une vision de la gestion de l'eau à moyen et à long terme en présentant les grandes lignes du plan eau 2023 et ses premiers résultats.

**Emmanuel Didon**, Directeur Régional Nouvelle Aquitaine de l'OFB (Office Français de la Biodiversité) a évoqué sa vision également de la ressource en eau et plus particulièrement du rôle de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) : La Directive cadre sur l'eau a introduit le concept de bon état écologique : vision globale, importance de la morphologie des cours d'eau, de la continuité écologique. Nos cours d'eau sont très artificialisés, un gros défi : changement culturel, de nombreux freins. Les rôles de l'OFB (avec ses près de 3000 agents, dont 1700 inspecteurs de l'environnement) sont d'améliorer la connaissance, l'expertise, l'appui aux politiques publiques, la mobilisation des acteurs, la police de l'environnement.

Il a rappelé les enjeux du changement climatique : une augmentation des températures des cours d'eau, une hydrologie perturbée, une baisse des débits d'étiage, une raréfaction de la ressource en étiage, des enjeux exacerbés autour du partage de la ressource. Il a conclu par l'importance de prendre soin de nos rivières, de veiller à la continuité écologique, facteur indispensable de résilience des milieux aquatiques, de privilégier les solutions fondées sur la nature et d'avoir une approche globale de la gestion des cours d'eau, prenant en compte les milieux. Nous avons tous les outils : DCE, SDAGE, Plan Eau, code de l'environnement. Le principal défi est de lever les blocages, de cesser d'opposer enjeux économiques et environnementaux pour trouver des solutions gagnant – gagnant, qui sont rarement des solutions simplistes.

**Bernadette Doret**, Directrice des Politiques d'intervention de l'AELB a présenté les évolutions des programmes d'intervention. Le 12e programme d'intervention des agences de l'eau, prévu pour la période 2025-2030, est en cours d'élaboration avec plusieurs perspectives importantes qui s'alignent sur le Plan Eau du gouvernement :

- Augmentation significative du budget : Le 12e programme prévoit une hausse d'environ 29% du budget annuel, passant d'une moyenne de 408 millions d'euros par an dans le 11e programme à environ 523 millions d'euros par an. Cette augmentation inclut 125 millions d'euros supplémentaires par an liés au Plan Eau du gouvernement.

- Priorité à la gestion quantitative et à la sobriété des usages : Un accent particulier sera mis sur le partage de l'eau entre les différents usages et le développement de la sobriété. Cela comprend :

- Le soutien aux Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE)
- L'optimisation des infrastructures existantes
- La promotion de pratiques plus économes en eau

- Renforcement de l'accès durable à une eau potable de qualité : Le programme vise à améliorer la gestion des services d'eau potable, notamment dans les zones rurales, et à protéger les captages prioritaires.

- Focus sur les enjeux émergents : Le 12e programme accordera une attention particulière à des thématiques en développement telles que : la lutte contre les micropolluants, la préservation de la biodiversité, l'intégration de l'eau et de la nature en milieu urbain.

- Réforme des redevances : Une réflexion est en cours au niveau national pour modifier le système de redevances, notamment avec la suppression des redevances pollution domestique et modernisation des réseaux de collecte, et la création de nouvelles redevances «eau potable» et «assainissement» avec des volets incitatifs.

- Continuité des objectifs du 11e programme : Le 12e programme maintiendra les grands objectifs du programme précédent, notamment l'atteinte du bon état des eaux, l'adaptation au changement climatique et la solidarité territoriale. Ces perspectives du 12e programme d'intervention des agences de l'eau s'inscrivent dans la continuité des efforts précédents tout en renforçant les actions en faveur de la gestion durable de l'eau, en cohérence avec les priorités du Plan Eau du gouvernement.

[Retrouver les présentations de cette série de conférences ici.](#)

## Intervention du Grand Témoin - Freins et leviers du changement : Comprendre pour accompagner

Lors de ce colloque, un grand témoin, Nicolas Fieulaine, a été invité à apporter son regard de chercheur en psychologie sociale sur les interventions de la matinée.

**Nicolas FIEULAINE**, est enseignant-chercheur en psychologie sociale à l'Université de Lyon, chercheur associé à la Chaire Innovation Publique (INSP (ex-Éna/Ecole Polytechnique/SciencesPo Paris et ENSCI), et directeur scientifique de l'unité sciences comportementales de la SNCF.

Il enseigne à l'INSP, à Sciences Po Lyon et dans plusieurs écoles de design sur l'intégration de la psychologie sociale dans la conception de l'action publique et des interventions sociales. Il a créé le Master de Psychologie Sociale Appliquée à Lyon et co-fondé un réseau mondial de chercheurs en SHS sur la perspective temporelle.

Ses recherches portent principalement sur les temporalités, le rapport que les individus ou les groupes entretiennent au changement et le rôle joué par l'action publique et la participation sociale dans les enjeux liés à l'environnement. Une grande partie de son activité actuelle consiste à accompagner les acteurs de terrain (associations, institutions, ONG...) dans la conception et l'expérimentation d'actions d'accompagnement au changement.

Il a conclu les présentations du matin en mettant l'accent sur l'importance d'échanger pour discuter des visions discordantes. Il a interpellé les professionnels présents sur la façon dont le passage des résultats scientifiques vers le débat de politique publique pourrait être pris en compte, sur la façon dont la gouvernance de l'eau pourrait prendre en compte la vision des usagers.

[Retrouver le support de présentation ici.](#)

## Atelier 1 : L'animation locale de la politique de l'eau : témoignages d'acteurs

Dans le cadre du Grand Lab'eau, un atelier de réflexion sur l'animation locale de la politique de l'eau a été organisé, réunissant des experts et des professionnels du territoire limousin. Cet atelier visait à explorer les enjeux de concertation et de participation à l'échelle locale pour définir, soutenir et promouvoir des projets structurants et résilients autour des ressources en eau.

Parmi les experts présents qui ont partagé leurs expériences et perspectives sur les défis contemporains de la gestion de l'eau dans le territoire limousin, il y avait :

- Philippe JANICOT (Vice-président de Limoges Métropole)
- Marie CROUZOUOLON (Directrice du cycle de l'eau)
- Jean-Philippe RUAUD (Agence de l'eau Loire-Bretagne)
- Hervé GRIMAUD (Président du Syndicat des Eaux Creusoises)

Gestion de l'eau à Limoges Métropole :

Philippe JANICOT et Marie CROUZOUOLON ont présenté l'expérience de Limoges Métropole, qui gère un réseau de 1 300 km de canalisations, 55 stations d'épuration et assure l'approvisionnement de 170 000 habitants en eau potable.

Parmi les actions de modernisation mise en place face aux enjeux futurs, on retiendra :

- Les innovations technologiques : IA pour la détection des fuites, nouveaux traitements de l'eau.
- Le vieillissement des infrastructures nécessitant des investissements ciblés.
- L'adaptation au changement climatique avec une gestion intégrée des eaux pluviales.
- La difficulté à recruter des spécialistes en ingénierie et gestion des réseaux.

Un plan stratégique sur 20 ans est en cours de définition avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne pour anticiper ces défis.

Accords de résilience pour l'eau potable en Limousin :

Jean-Philippe RUAUD a présenté ces accords lancés en 2023 pour mutualiser les efforts des collectivités face au stress hydrique croissant.

Objectifs et actions clés :

- Réduction des consommations et modernisation des réseaux pour limiter les fuites.
- Partage des ressources et meilleure répartition des prélèvements.
- Soutien financier massif : 120 M€ en 2024 pour les infrastructures et équipements hydrauliques.

17 accords ont été signés, impliquant 130 collectivités, dont la Haute-Vienne et la Creuse.

Projet de sécurisation de l'eau en Creuse :

Face à une gestion morcelée et des infrastructures vieillissantes, Hervé GRIMAUD a détaillé la création du Syndicat des Eaux Creusoises (SEC23), regroupant 130 communes et 53 % de la population creusoise.

Mesures prévues (2025-2030)

- Création de nouvelles prises d'eau et interconnexions entre réseaux.
- Transfert d'eau sur 29 km pour assurer un approvisionnement stable.
- Investissements majeurs soutenus par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

L'atelier a mis en lumière trois priorités :

- 1. Une gestion collective et adaptée aux territoires pour sécuriser l'approvisionnement.**
- 2. L'innovation et la modernisation comme leviers de résilience.**
- 3. L'implication des citoyens avec des actions de sensibilisation comme le Grand Lab'eau (2 400 élèves et 2 300 visiteurs en 2023).**

Ces échanges renforcent la nécessité d'une approche concertée pour une gestion durable de l'eau.

[Retrouver le support de présentation ici.](#)

## Atelier 2 : Le bassin versant une échelle pertinente pour planifier l'action

Dans le cadre du Grand Lab'eau, un atelier de discussion autour du bassin versant, une échelle toujours pertinente pour planifier l'action a été menée, réunissant des experts de plusieurs échelles du territoire. Cet atelier s'inscrit dans une réflexion cruciale sur la gestion intégrée de l'eau en France. Depuis la loi fondatrice de 1964, qui a organisé la gestion de l'eau autour de six grands bassins hydrographiques, jusqu'aux initiatives locales actuelles, la gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant s'est progressivement imposée comme un modèle pertinent et efficace.

Parmi les acteurs présents de la gestion de l'eau à différentes échelles - nationale, régionale et locale - pour explorer les avancées, les défis et les perspectives d'avenir de cette approche, il y avait :

- M. LACARRIERE, Chargée de mission prélèvements et gestion des usages de l'eau - Ministère de la Transition écologique
- E-R. LOMBERTIE, Vice-Président de Limoges Métropole, Maire de Limoges
- M. HAMMOUCHE, Directeur Général Adjoint de Limoges Métropole
- C. GREMILLET, Directrice de l' Association Nationale des Elus des Bassins (ANEB) et B. FOREL, Président de l'ANEB
- Y. BRIZARD, Directeur du Syndicat d'aménagement du bassin de la Vienne (SABV)

Parmi les messages principaux de cet atelier, on retiendra :

**L'importance d'une coordination entre les différents niveaux d'action, de la nécessité d'adapter les politiques aux spécificités locales, et de l'intégration des enjeux liés à l'eau dans les autres politiques publiques.**

La gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant implique des actions à différents niveaux, de l'échelle nationale à l'échelle locale. Voici un aperçu des principales initiatives, organisées par échelle d'intervention, avec les structures responsables :

**Au niveau national, les efforts se concentrent sur la promotion d'une gestion intégrée de l'eau et l'amélioration du cadre législatif.** Parmi les actions clés, on peut citer pour l'ANEB : la formulation de propositions concrètes dans le Livre bleu «L'eau en commun» pour améliorer l'organisation de la gestion de l'eau, le développement d'un observatoire national pour améliorer la collecte et le partage des données, le travail sur des propositions d'évolutions législatives et réglementaires pour renforcer la gestion par bassin versant.

À l'échelle régionale, les actions visent à coordonner les efforts entre différentes entités administratives et à assurer une gestion cohérente des ressources en eau. Parmi les actions clés de cette échelle d'intervention, on peut citer la mise en place de systèmes de péréquation entre l'amont et l'aval des bassins versants, la couverture nationale en Commissions Locales de l'Eau (CLE) et en Établissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) et Établissements Publics d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE), la participation aux réunions d'élaboration des différents plans (PLUI, SCoT, Plans Climat) pour intégrer les enjeux liés à l'eau.

Au niveau local, les actions se concentrent sur des initiatives concrètes et des expérimentations pour optimiser la gestion de l'eau. Parmi les actions dont ont témoigné les intervenants présents, on peut citer la réalisation d'audits et de diagnostics sur 9 sites de Limoges Métropole, la création d'une équipe «transition hydrique» mêlant ingénieurs et développeurs économiques, le lancement du dispositif Optim'eau pour accompagner financièrement les entreprises dans leur transition hydrique, la mise en place d'expérimentations pilotes (comme un dispositif zéro rejet pour une entreprise de traitement de surface liquide, l'optimisation de l'arrosage et la récupération des eaux dans un golf), la création d'une chaire d'excellence Adapthy «Adaptation des procédés au service de la transition hydrique» pour développer des solutions scientifiques, l'établissement de zonages spécifiques pour cibler les actions selon les enjeux locaux (sécheresse, biodiversité, ruissellement, etc.), l'utilisation des Contrats Territoriaux de Milieu Aquatique (CTMA) pour porter une politique commune,...

**Ces actions à différentes échelles démontrent l'importance d'une approche multi-niveau dans la gestion de l'eau, alliant vision globale et initiatives locales adaptées aux spécificités de chaque territoire.**

[Retrouver le support de présentation ici.](#)

## Visite de sites

En parallèle des ateliers organisés lors de cet après-midi, des visites de site étaient proposées :

- Visite de la station d'Épuration des Eaux Usées de Limoges Métropole, récemment modernisée. Les nouvelles installations incluant une production de biogaz à partir des boues de station ainsi qu'un nouveau dispositif de traitement des eaux usées moins énergivore ont été présentées.



- Visite des installations de récupération d'eaux de pluie et présentation du projet de renaturation du site de l'Office International de l'Eau. Une vingtaine de personnes ont pu visiter les installations et prendre connaissance du projet de renaturation et de son futur ancrage sur le terrain existant.



- Visite des stands «LE GRAND LAB'EAU» dédiés au grand public à ESTER Technopole, visant à sensibiliser les plus jeunes et leur famille à la préservation des ressources en eau au travers de différentes propositions ludopédagogiques : escape game, immersion 3D, quizz, jeux et conférences.



## Témoignages - La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) sur bassin hydrographique à l'International

La fin du colloque a été consacrée aux témoignages de plusieurs gestionnaires de l'eau dans les pays du Maroc, du Brésil et du Kirghizstan. La GIRE varie fortement d'un pays et d'un bassin hydrographique à l'autre puisque les spécificités géographiques, politiques, environnementales, économiques, sociales et culturelles y sont différentes, par nature et par acuité. Une approche intégrée de cette gestion permet de mieux répondre aux enjeux et aux besoins des parties prenantes (autorités publiques, acteurs économiques, société civile...). Parmi les témoins présents, des gestionnaires avec différentes maturités de gestion de l'eau ont pu témoigner de leurs expériences ou de leurs projets.

**Mohamed Abdellah EZZAOUINI**, Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Loukkos au Maroc, a présenté les actions de résilience mise en place face aux impacts des changements climatiques.

**Sergio RAZERA**, Directeur président de l'Agence des Bassins PCJ au Brésil et **Francisco Lahoz**, Secrétaire exécutif du Consorcio PCJ, Brésil ont témoigné. Le Consortium Intermunicipal des Bassins du PCJ a cherché à connaître les différentes expériences qui existaient dans le monde et a choisi d'adopter le modèle français au Brésil. La loi sur les ressources en eau de l'État de São Paulo a été adoptée en 1991 et la loi fédérale en 1997. Depuis les années 1990, la région du bassin hydrographique de la PCJ a établi des partenariats avec des agences françaises, d'abord avec l'Agence Seine-Normandie et plus récemment avec l'Agence Loire-Bretagne, afin d'apprendre à gérer les eaux d'une manière technique, participative et démocratique. Ces connaissances et cet apprentissage ont été très importants afin de consolider la gestion des rivières et cette collaboration se poursuit à travers le projet inter-agences impliquant l'Agence de Bassin PCJ, l'AGEvap et l'Agence Loire Bretagne.

Le changement climatique impose de nouvelles façons de planifier, de financer et de mettre en œuvre des actions visant une plus grande résilience, en particulier la sécurité de l'eau. Dans les bassins du PCJ, 6 millions d'habitants et 9 autres millions dans la région métropolitaine de São Paulo sont approvisionnés par le système Cantareira.

Que ce soit dans les bassins fluviaux du Brésil ou de la France, la gestion des ressources en eau est d'une importance fondamentale pour garantir l'approvisionnement humain, des industries et des secteurs agricoles. Il est urgent de prendre des mesures pour accroître la résilience climatique et l'échange d'informations et d'expériences est d'une importance fondamentale.

**Babytek MAKHMUTOV**, Conseiller principal politique et ressources en eau, Ambassade de Suisse en République Kirghize a témoigné de l'accompagnement institutionnel de la France pour mettre en œuvre une réforme de la gestion de l'eau en République Kirghize. Cette réforme s'inspire du modèle français et devrait mettre en place une gestion intégrée des ressources en eau par bassin.

[Retrouver le support de présentation ici.](#)

avec le soutien et le concours de



et la participation de

